

«Le CETA est le symbole de l'abandon de l'industrie et de l'agriculture. Empêchons le Gouvernement de passer outre le choix des Français et du Parlement.»

● **Sébastien Jumel & Édouard Bénard**
Députés PCF de Seine-Maritime



édito

Les (bonnes) raisons de s'opposer au CETA



Jean-Paul Lecoq

- Député du Havre
- Vice-président de la commission des affaires étrangères

Avec «l'accord économique et commercial global», appelé aussi CETA, l'Union européenne (UE) et le Canada ont signé un traité visant à la fois à supprimer les droits de douane, à réduire les normes qui freinent les échanges commerciaux, et à libéraliser le reste.

Seule ressource propre de l'UE, la suppression des droits de douane entraîne un très important manque à gagner financier qui est compensé par les États européens. En clair, ce sont les contribuables de chaque pays qui compensent les baisses de droits de douanes !

Concernant le nivellement des normes, elles sont scrutées par un «forum de coopération en matière de règlement», qui fait des recommandations aux pays

pour «réguler» les normes, sans qu'aucun élu n'y soit représenté !

Et si, malgré cela, des politiques publiques gênent les puissances financières, ces derniers pourront saisir un «tribunal de règlement des différends» qui jugera si l'entreprise a été lésée ou non, et pourra infliger des amendes aux États. Là encore au mépris des choix démocratiques des peuples, dans une Union européenne qui s'est d'abord construite au services des grandes puissances capitalistes au détriment des emplois industriels et agricoles.

Quant aux services publics, ils sont aussi visés : dans l'accord du Ceta, tous les services sont appelés à être libéralisés sauf ceux mentionnés expressément dans une liste qu'il est impossible de retoucher après avoir signé.

Tout ce qui n'est pas écrit dans la liste a donc vocation à être livré au marché et à la concurrence. Non seulement les services publics actuels sont menacés, mais en plus il est donc interdit d'en créer de nouveaux une fois le traité signé. Il est donc évident que le CETA doit être stoppé le plus rapidement possible, et le vote majoritaire au Sénat pose une première pierre en ce sens !

Dans le même mouvement, le 30 mai à l'Assemblée nationale, avec Édouard Bénard et Sébastien Jumel, à l'initiative du groupe communiste et des élus ultramarins, nous inviterons l'Assemblée à voter contre le CETA. Sans majorité, le Gouvernement n'aura d'autre choix que de constater, et surtout d'admettre, que le traité est caduque.

europe

Le Gouvernement doit enterrer définitivement l'accord de libre-échange avec le Canada !

Le rejet du CETA, accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada par le Sénat la semaine dernière sonne comme une victoire face aux tenants du libre-échange et de la «concurrence libre et non-faussée» qui appauvrit les peuples à travers le monde.

Macron a refusé de faire voter les représentants du peuple, laissant le CETA s'appliquer «provisoirement» depuis 7 ans

Les Sénateurs du groupe Communiste ont chaque année une «niche parlementaire», journée durant laquelle ils décident de l'ordre du jour de la séance. Ils

ont donc décidé de mettre au vote le traité CETA, réparant ainsi un déni démocratique : 90% de son contenu est mis en place depuis 7 ans «de manière provisoire», sans que le Parlement français ne l'ait validé.

Les communistes refusent l'importation de la viande bovine canadienne bourrée d'antibiotiques et de farines animales

En plein mouvement des agriculteurs, le chef du gouvernement, Gabriel Attal, avait déclaré, perché sur des ballots de paille et la main sur le cœur, que la production nationale ne pouvait pas être mise en concurrence avec

des produits dont les processus de production ne respectaient ni les normes sociales, ni les normes environnementales, ni les normes sanitaires en vigueur en France.

Or, au Canada, le boeuf qu'ils veulent nous importer est bourré de farines animales et d'antibiotiques, interdits en France. Voter pour le CETA comme le voulait Macron et son Gouvernement, cela aurait signifié importer plus de 100 000 tonnes de blé et plus de 65 000 tonnes de viande bovine du Canada. Voilà pourquoi le groupe communiste et avec lui une majorité de Sénateurs ont voté contre ce traité.

Si le vote de la chambre haute était confirmé le 30 mai à l'Assemblée nationale, le CETA sera rangé définitivement dans les cartons car pour être appliqué, celui-ci doit être en effet voté à l'unanimité par les 27 états membres de l'UE.



Les élus du groupe communiste (CRCE-K) au Sénat. 3e à gauche, la Bolbécaise Céline Brulin.

le chiffre

211

C'est le nombre de Sénatrices et Sénateurs qui ont voté contre l'accord de libre-échange avec le Canada. Seuls 44 sénateurs macronistes et centristes ont voté pour. Un véritable revers pour le Gouvernement qui a tenté à plusieurs reprises d'empêcher la tenue du vote. La démocratie s'est malgré tout imposée.

L'Avenir
de Seine-Maritime

Une publication éditée
chaque jeudi par la Fédération du



33, Place du Général de Gaulle
76000 Rouen
pcf76@pcf76.fr
02 35 07 89 80

Léon Deffontaines (PCF) portera «la voix de ceux qui ont dit NON au traité constitutionnel européen en 2005» le 9 juin prochain

Le porte-parole du PCF conduit la liste de la gauche communiste et combative, une liste d'union pour le monde du travail. Pour le scrutin, il porte le message du NON aux politiques libérales en France et en Europe. Il dénonce les traités libéraux comme le CETA qui menace notre industrie, notre agriculture et nos services publics.



Léon Deffontaines sera en meeting à Rouen le 29 mai prochain.

Pour les lecteurs qui lisent chaque semaine votre chronique «carton rouge» mais qui ne vous connaîtraient pas encore, est-ce que vous pouvez présenter ?

Léon Deffontaines : j'ai 27 ans, je suis né à Amiens où j'ai passé mon enfance et où j'ai grandi. Je puise la source de mon engagement communiste en Picardie, cette région abandonnée par les libéraux français et européens depuis la désindustrialisation engagée depuis les années 70. Ma ville et ma région ont subi de plein fouet tous les mauvais coups depuis la construction de l'Union européenne. Avec leur «concurrence libre et non faussée», ils ont surtout permis aux plus riches de s'enrichir, en s'attaquant à nos usines, nos agriculteurs et nos services publics.

Vous êtes candidat tête de liste du PCF aux élections européennes de juin prochain, et vous vous revendiquez comme porteur de la voix du «monde du travail». Expliquez-nous.

LD : ceux qui ont eu le plus à souffrir des politiques libérales menées en France et en Europe par Giscard, Sarkozy, Hollande ou Macron, ce sont les travailleurs, les familles, les retraités. C'est pourquoi sur la liste que je conduis une place majoritaire est faite au monde du travail.

Qui sont les Normands qui vous accompagnent ?

LD : Laurent Sachot, salarié dans le commerce, est élu dans une commune moyenne, à Saint-Pierre les Elbeuf. Représentant du personnel, il a à coeur de défendre ses collègues et a noué des liens avec des militants syndicaux de toute l'Europe. Amandine Liard est, elle, une militante vernonnaise, féministe et dirigeante politique dans l'Eure. Elle travaille dans une association de solidarité et connaît parfaitement les conséquences sociales désastreuses de la désindustrialisation et de la casse des services publics. Enfin, Lionel Lerogeron, enseignant dans la Manche, habite Cherbourg-en-Cotentin. Il a été responsable syndical régional pendant dix ans et maîtrise tous les dossiers liés à l'emploi en Normandie.

Vous invitez les Français à construire avec vous un nouveau rassemblement pour reprendre la main face aux puissances de l'argent en Europe.

LD : en effet, avec les militants du monde du travail, avec des élus d'expérience comme Emmanuel Maurel qui est Député français GRS au Parlement européen depuis 10 ans maintenant, et avec des représentants des forces de la gauche communiste et combative comme Fabien Roussel, le Secrétaire national du PCF, nous formons une liste qui veut porter la voix de ceux qui ont dit NON au traité constitutionnel européen en 2005. En ratifiant le traité de Lisbonne contre l'avis du peuple français, Sarkozy a piétiné le choix de mes parents et grands-parents qui se sont opposés au TCE. Quant à ma génération, elle n'a jamais été consultée. C'est le moment prendre la parole car si on ne s'occupe pas de la politique, alors elle, elle s'occupera de nous.

Quelle est votre priorité ?

LD : l'emploi. Je veux porter une parole simple mais claire : ce que nous consommons ici, nous devons le produire ici. C'est pour cela que nous avons rejeté le CETA, car importer du boeuf du Canada n'a aucun sens ni économique ni écologique. C'est la concurrence de tous contre tous, et les seuls gagnants à la fin ce sont les plus riches. Au contraire nous,

communistes, avons une grande ambition industrielle et agricole pour la France.

Pourquoi dites-vous que les services publics sont en danger avec l'Union européenne ?

LD : toutes les libéralisations ont entraîné des hausses de prix et la dégradation du service. Où est la logique sinon celle du profit des multinationales privées qui rachètent à vil prix des fleurons industriels nationaux ? Regardez ce qu'il s'est passé avec les autoroutes bradées par l'État et qui font aujourd'hui le bonheur de quelques actionnaires ! Même logique pour le Fret SNCF sacrifié pour le secteur privé. Le prix de l'électricité est quant à lui indexé sur le gaz, c'est fou ! Il faut protéger ce service public, et sortir du marché européen de l'électricité pour baisser les prix.

Que répondre au Président Macron et à Bruno Le Maire qui disent qu'il n'y a pas d'argent et que la dette menace la France ?

LD : ce sont des menteurs. D'abord parce que ce sont eux qui ont vidé les caisses. Depuis 2017 et la suppression de l'impôt sur la fortune, il y a 25 milliards de moins dans le budget de l'État. Par contre les impôts les plus injustes continuent de rapporter. La TVA est à 20% que l'on soit au SMIC, classe populaire, moyenne ou multimilliardaire. Cette taxe injuste a rapporté 50 milliards de plus en 2023 qu'en 2019, tout ça sur notre dos «grâce» à l'inflation. Sur l'essence, le produit des taxes a augmenté de 70% ! Alors quand je vois Bruno Le Maire, qui refuse d'augmenter les salaires et les retraites, dire qu'il veut maintenant faire payer une part de la Sécu, ce que nous faisons d'ailleurs déjà avec nos mutuelles, je dis STOP. L'argent, nous devons aller le chercher dans les poches des puissants, dans ceux qui profitent de l'évasion fiscale et sanctionner lourdement et interdire les paradis fiscaux qui sont au coeur de l'Europe comme le Luxembourg, l'Irlande ou encore les Pays-Bas.

contact

Je souhaite recevoir chaque semaine ce bulletin

Je souhaite participer aux actions militantes organisées près de chez moi et rencontrer les communistes de la section locale

Je souhaite adhérer au PCF

Nom : _____ Prénom : _____

Mail : _____ Téléphone : _____

Adresse postale : _____

Courrier : PCF76 - 33, Place du Général de Gaulle - 76000 Rouen

Mail : pcf76@pcf76.fr

Téléphone : 02 35 07 89 80